

Education



L'alternative de gauche fonde son action sur l'émergence d'une prise de décision collective, par les habitants eux-mêmes. Nous sommes contre l'idée que des « professionnels » de la politique décident de tout. Mais la démocratie directe suppose un apprentissage du « penser ensemble », du « décider ensemble » et du « faire ensemble ». Nos mesures sont donc des orientations soumises au débat, et non des « promesses » électorales.



Une question centrale et symbolique

L'éducation est une question sensible, objet de toutes les attentions et de tous les fantasmes, comme la récente « journée de retrait de l'école » orchestrée par les milieux conservateurs le prouve. Parce que le service public d'éducation est saigné aux quatre veines depuis longtemps, à coups de dizaines de milliers de suppression de postes par exemple, les débats sur l'éducation se concentrent souvent sur les questions de l'Ecole, des moyens, de son statut et de ce qu'on y apprend. C'est fondamental, l'Ecole n'est pas toute l'éducation : nous voulons soutenir le service public d'éducation ET développer l'éducation « hors les murs » !

D'une part, parce qu'éducation et « éducation populaire » sont intimement liées, l'éducation ne se limitant pas aux seuls enfants... D'autre part, parce que le monde change : ce que l'on a appris enfant peut être dépassé... Enfin, parce que l'éducation n'est pas synonyme « d'école » et de transmission des connaissances académiques, mais aussi de construction horizontale et d'accompagnement de l'individu dans son entier vers l'autonomie et la capacité d'être « auteur-e » de sa vie... C'est ce processus que nous appelons « éducation populaire ».

Une autre compréhension de l'éducation

Nous sommes donc partisan-e-s d'une éducation émancipatrice qui considère qu'il n'y a pas d'un côté les « spécialistes » qui savent et décident, et d'un autre côté, celles et ceux destiné-e-s à obéir. Nous considérons que la séparation entre travail intellectuel et travail manuel est artificielle et illustre le mépris social... Nous défendons donc - sans compromis - le service public d'éducation, les personnels et les parents, ainsi que leurs revendications ! Mais nous voulons aussi la transformation en profondeur du système éducatif, car l'institution scolaire est aujourd'hui un cadre de sélection et de reproduction des élites, qui met l'accent sur une forme de culture dominante. Or, nous avons tou-te-s une culture, des savoirs, et ce n'est pas parce que le « moule » de l'Ecole propose un modèle particulier d'apprentissage, que l'éducation ne devrait pas être accessible pour tou-te-s, dans le respect de nos différences, et à tout âge de la vie.



En matière d'éducation, dans le cadre du système scolaire comme en matière d'éducation populaire, une véritable municipalité de gauche prendrait les orientations ci-dessous.

A l'Ecole

- Veto et soutien aux luttes contre la fermeture de classes / d'écoles et contre les suppressions d'emplois... Nos élu-e-s - en lien avec les parents d'élèves, les élèves, les personnels non enseignants et les professeur-e-s - participeront à tous les combats contre le recul du service public d'éducation, pour l'amélioration des conditions de travail des personnels enseignants et non-enseignants, et pour l'amélioration des conditions d'études des enfants. Pour commencer, nous exigerons le rétablissement des RASED !
- Nous soutiendrons la création d'un service public de la petite enfance pour permettre aux parents qui le souhaitent d'accéder à des modes de garde adaptés à leurs besoins. Les personnels seront formés pour mettre fin à la logique de déqualification engagée depuis quelques années.
- Mise en place d'une réflexion sur la situation des écoles de Millau, sur leurs besoins et sur les inégalités qui favorisent une logique de concurrence et de sélection.



- La réforme des rythmes scolaires est inégalitaire d'un territoire à l'autre, et à Millau, d'une école à l'autre... ne serait-ce que pour des raisons d'infrastructures et d'accueil des activités. On parle de « rythmes scolaires », mais cette loi ne s'intéresse ni aux rythmes biologiques ni aux besoins des enfants. Sa conception s'est faite contre l'avis des parents et des enseignant-e-s... qui l'ont fait savoir... contraignant la Ville à revoir sa copie bâclée, à nouer

un dialogue... et à repousser d'une année l'application de la loi à Millau. Nous réaffirmons que la démocratie ne consiste pas à imposer des choix contre les personnes concernées par une question, mais à leur permettre de définir et de clarifier leurs besoins, et à mettre les compétences disponibles au service de ce processus de décision. Nous nous engageons donc à ne pas imposer nos conceptions « d'en haut » sur les évolutions qui concerneront cette réforme... qui pose encore de multiples difficultés, comme la question du coût pour la collectivité et pour les parents, par exemple pour les déplacements en bus qui se feront sur cinq jours et non plus sur quatre. Et de manière générale, nous répétons qu'une réforme sans moyens spécifiques n'est jamais une bonne réforme, mais un écran de fumée et au mieux du bricolage !

- Dans les écoles, nous mettrons en place un programme de formation professionnelle sur la question de l'éducation non-autoritaire, ainsi qu'une réflexion sur les besoins des personnels et des enfants. La formation sera destinée aux personnels municipaux et aux intervenant-e-s extérieur-e-s qui travaillent dans les écoles... ou y travailleront dans le cadre de la réforme des rythmes scolaires par exemple.
- L'Alternative de gauche appuie le projet de création d'un collège à la Cavalerie : cela répond à un besoin reconnu et défini par le collectif en lutte pour son ouverture, dont nous soutenons les revendications.
- Promotion de l'égalité garçons-filles et mise en cause des stéréotypes de genre, surtout en cette période où les ennemi-e-s de l'égalité occupent la rue et prétendent nous imposer leur vision obscurantiste et totalitaire du monde de façon générale, et des relations en particulier.
- Le pôle étudiant Capelle-Guibert doit être repensé. Les 1000 étudiant-e-s de la Municipalité ne sont que des chimères. Nous ajoutons qu'en aucun cas, ce pôle ne doit contribuer à affaiblir le lycée en lui retirant des formations existantes.

Education populaire

Une municipalité de gauche corrigerait les inégalités en aidant à fournir les outils pour que les citoyen-ne-s puissent avoir accès aux connaissances et aux moyens d'agir pour leur émancipation... Cela passe par les outils évoqués dans les autres parties de ce document.

- Soutien au réseau parentalité de Millau et aux différentes initiatives de coordination de la population, qui vont dans le sens de l'intérêt collectif.
- Soutien aux associations, clubs et structures périscolaires... mis en danger par la réforme des rythmes scolaires : créneaux d'animation moins nombreux, risque de suppression de postes de travail, perte d'inscriptions d'enfants pratiquant désormais les activités dans le cadre scolaire.
- Mise en place d'un lieu autogéré pour les jeunes, avec présence limitée mais régulière de personnes-ressources chargées de répondre à leurs interrogations et de les soutenir dans leurs projets et leurs envies, et non de les « fliquer » ou de veiller à leur « morale ».
- Conception conjointe avec les comités de quartier d'outils d'apprentissages réciproques, de débats, de communication, et de prise de décisions... pour que prennent corps des activités adaptées, favorisant la compréhension des enjeux locaux, nationaux, et internationaux.

Soutenez-nous !

Toutes les aides sont les bienvenues : financières et / ou militantes !

Retrouvez-nous sur notre blog de campagne : l-alternative-de-gauche.webnode.fr

... et sur notre page : www.facebook.com/lalternative.degauche

Liste soutenue par le



Millau